



PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

PREFECTURE
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
BUREAU DES ENQUETES PUBLIQUES,
DES ACTIVITES FONCIERES ET INDUSTRIELLES

ARRÊTÉ

n°2016-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/830 du 28 octobre 2016
mettant en demeure la AALYAH-RECYCLAGE de régulariser sa situation administrative
pour ses installations localisées 7-9, Rue de la Fosse Montalbot à VIGNEUX-SUR-SEINE

LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier du Mérite Agricole

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-7, L.172-1, L.511-1, L.512-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 21 avril 2016 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, en qualité de préfète de l'Essonne,

VU le décret du 20 novembre 2014 portant nomination de M. David PHILOT, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2016-PREF-MCP-042 du 6 juin 2016 portant délégation de signature à M. David PHILOT, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU le récépissé de déclaration n°2015-0007 délivré le 5 mars 2015 à la société AALYAH-RECYCLAGE, dont le siège social est situé 24, Chemin Latéral 92220 BAGNEUX, pour l'exploitation au 7-9, Rue de la Fosse Montalbot 91270 VIGNEUX-SUR-SEINE, des activités suivantes relevant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement :

- 2713-2 (D) installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712, la surface étant supérieure ou égale à 100 m² mais inférieure à 1000 m²

Surface destinée à l'activité : 950 m²

- 2791-2 (DC) installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782, la quantité de déchets traités étant inférieure à 10 t/j

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 5 août 2016, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 20 juillet 2016 et transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 25 août 2016 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, revenu « pli avisé et non réclamé »,

CONSIDERANT que lors de la visite du 20 juillet 2016, l'exploitant a déclaré traiter plus de 10 tonnes de déchets par jour sur le site, soit un dépassement de la quantité maximale pour son activité exercée sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2791-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

CONSIDERANT que l'installation, dont l'activité a été constatée lors de la visite du 20 juillet 2016, relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2791 de la nomenclature des installations classées et est exploitée sans l'autorisation nécessaire en application de l'article L.512-1 et suivants du code de l'environnement,

CONSIDERANT qu'il y a lieu, conformément aux dispositions de l'article L.171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure la société AALYAH-RECYCLAGE de régulariser sa situation administrative,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La société AALYAH-RECYCLAGE, dont le siège social est situé 24, Chemin Latéral 92220 BAGNEUX, exploitant une installation de regroupement/tri des déchets de métaux et traitement de déchets non dangereux localisée 7-9, Rue de la Fosse Montalbot à VIGNEUX-SUR-SEINE (91270), est mise en demeure de régulariser sa situation administrative :

- soit en déposant auprès de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie (UT DRIEE- cité administrative – boulevard de France - 91 010 Evry cedex) :
 - un dossier de demande d'autorisation pour l'exploitation d'une installation classée au titre de la rubrique n° 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, conformément aux dispositions de l'article R.512-2 du code de l'environnement,
- soit en abaissant la quantité journalière de déchets traités en dessous de 10 tonnes/jour, dès la notification du présent arrêté.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- Dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, cette dernière doit être déposée dans un délai de 6 mois. L'exploitant fournit dans les deux mois les éléments justificatifs du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'études, etc.).

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 de ce même code ; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES), dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,
Les inspecteurs de l'environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la société AALYAH-RECYCLAGE, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Monsieur le Maire de VIGNEUX-SUR-SEINE.

Pour la Préfète, et par délégation,
Le Secrétaire Général



David PHILLOT

